

2 Politique

Entretien avec le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur, et président de Union et Solidarité, Jean de Dieu Moukagni Iwangou

« Je suis partant pour concourir à l'expression du suffrage à Mouila »

Propos recueillis par Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

A travers cette interview, l'acteur politique aborde plusieurs questions brûlantes de l'heure. Notamment l'annulation, par la Cour constitutionnelle, de l'élection législative au premier arrondissement de la commune de Mouila, dans la province de la Ngounié, sa participation et ses chances au scrutin à venir, sa dernière sortie sur les réseaux sociaux, son appel à « un supplément d'âme », son bilan au gouvernement et enfin son avenir politique. Autant de sujets sur lesquels le président fondateur de Union et Solidarité (US), Jean-de-Dieu Moukagni Iwangou apporte des réponses.

l'union. La Cour constitutionnelle a vidé le contentieux sur les élections législatives le week-end dernier. Sur la huitaine de circonscriptions électorales frappées d'annulation, le 1er arrondissement de la commune de Mouila, où vous étiez candidat, en fait partie. Qu'en pensez-vous ?

Jean de Dieu Moukagni Iwangou : Le fait pour le Centre gabonais des élections (CGE) d'avoir, de sa propre initiative, décidé de sanctionner le président de sa commission locale, en le relevant de ses missions entre les deux tours, montrait clairement que les jeux ont été délibérément faussés dès le départ. La faute à des personnes à qui a été confié le mandat d'organiser le processus électoral en toute transparence dans notre circonscription électorale et ailleurs. Par décence, je me suis gardé de faire dans l'agitation, et j'ai même pris sur moi d'assumer les résultats invraisemblables qui m'ont été attribués. Maintenant, j'attends la publication de la décision de la Cour constitutionnelle, pour connaître les contours de la corruption, parce que les choses n'en resteront pas là. J'entends tirer toutes les conséquences de fait et de droit attachées à cette situation. La responsabilité sociétale à laquelle pourvoit une élection est trop grande, pour que certains compatriotes pensent s'amuser avec le destin et l'avenir de toute une ville, celle de Mouila.

Des observateurs avertis vous voyaient perdant lors du premier tour des législatives au 1er arrondissement de la commune de Mouila, du fait d'une âpre adversité. Ce qui s'est confirmé par la suite. Au regard des résultats du scrutin annulé, seriez-vous partant pour les partielles de l'an prochain dans votre circonscription électorale ?

- Union et Solidarité est un parti politique jeune qui entend faire connaître son offre politique aux Gabonaises et aux Gabonais, et par cela, consolider ses bases sur toute l'étendue du territoire national. De ce point de vue, Mouila est un enjeu majeur qui nous offre une belle tribune pour montrer, comme nous l'avons fait au premier tour des législatives des 6 et 27 octobre dernier, que le choix du député ne doit pas porter au bénéfice de celui qui donne, et malheureusement corrompt par l'argent. Il doit plutôt porter sur celui que l'on sait capable de traduire la volonté et d'élever les intérêts de la ville au niveau national. Ayant porté plusieurs combats d'envergure nationale, et ayant montré, sans



Le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement dresse son bilan.

craindre d'être impopulaire, ma capacité à défendre des idées justes, je suis partant pour concourir à l'expression du suffrage à Mouila. Parce que je pense que je suis parfaitement représentatif de l'esprit de cette ville.

Ne craignez-vous pas de perdre ? A votre avis, qu'est ce qui pourrait changer lors de cette élection qui promet d'être tout aussi disputée que la précédente ?

- Le précédent ayant conduit à l'annulation de ce scrutin législatif va induire un regard plus exigeant à l'égard des organisateurs. Tout le monde sera plus vigilant. Nous avons relevé une représentation déséquilibrée des partis politiques, aussi bien au sein du Centre gabonais des élections (CGE) local que dans les bureaux de vote. Il faudra rassurer tous les acteurs. Autrement dit, les candidats et les populations. En ce qui me concerne j'appelle mes militants au calme et à l'exemplarité.

Récemment, à travers un post Facebook, vous avez décidé de rompre le silence dans lequel vous vous êtes muré depuis votre entrée au gouvernement. Qu'est ce qui pourrait justifier cette prise de parole diversement appréciée par l'opinion ?

- Étant membre de l'équipe gouvernementale, je fais naturellement l'actualité. Par conséquent, je ne peux en même temps la commenter. C'est à d'autres de la faire. Voici les raisons de mon silence. En revanche, un appel au rassemblement a été lancé sans limite à tous les Gabonais. Plutôt que de répondre par le silence, le respect que j'ai pour l'auteur de cette initiative appelait une prise de position argumentée de ma part. A ce propos, j'ai voulu donner mon sentiment sur le nouveau leadership que j'observe au sein de l'opposition. Leadership non respectueux de la différence qui doit être notre force. Je note malheureusement que la pensée unique s'installe, et que toute idée divergente ouvre la voie au lynchage. J'ai donc tenu à prendre la parole pour fustiger ce

messianisme qui entend réviser l'histoire, au point d'avoir réduit feu-André Mba Obame au niveau du rabiboilage, feu-Pierre Mamboundou Mamboundou au statut d'un crève la faim. C'est au nom de ce messianisme que dès le départ, des personnes ont été recrutées dans la diaspora pour dénigrer Zacharie Myboto, la cible à abattre à l'époque, afin qu'aucune autre tête n'émerge. Si nous devons être ensemble, nous devons nous respecter. J'ai pris cette initiative, sans craindre d'être impopulaire.

Au cours de cette sortie sur les réseaux sociaux, vous avez appelé à "un supplément d'âme". Comment les Gabonais doivent-ils le comprendre ?

- Cela renvoie d'abord au contexte du moment. Je suis gêné que l'invitation

faite aux Gabonais ait été inspirée par la maladie du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Ensuite je suis doublement gêné par le recours à la confrontation, sans réelle évaluation des lourdes conséquences, non encore soldées, de l'élection présidentielle d'août 2016. En pareille circonstance, nous avons besoin des hommes d'Etat, qui savent s'élever, pour indiquer la voix.

Vos adversaires, notamment parmi vos anciens compagnons de l'opposition, justifient ce retour à la parole par un avenir crépusculaire. Ils soupçonnent que vos jours au gouvernement soient comptés. Que leur répondez-vous ?

- Sauf à s'y méprendre, certains semblent oublier que tous nos jours, à tous, sont comptés par principe. Ma prise de parole a été diversement interprétée. Pour certains je prépare, à bon compte, mon retour dans le premier cercle de la coalition. Pour d'autres, je négocie mon maintien au sein du gouvernement. Chacun y va de sa conjecture. A tous je voudrais qu'ils retiennent que Moukagni-Iwangou est un homme libre, qui partira du gouvernement sans état

d'âme quand il le faudra. Mais, pour l'instant, je travaille aux dossiers de la République.

Justement, à propos des dossiers de la République, quel bilan faites-vous de votre présence à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ?

- Il y a exactement sept mois et quatorze jours que je suis à la tête du département de l'enseignement supérieur et de la recherche. Sitôt installé, j'ai attaqué le chantier de la réforme du système de nomination des recteurs des universités et des directeurs généraux des grandes écoles, par la mise en place des cadres normatifs devant présider à la tenue des différents conseils d'administration. En convoquant un à un, ces différents conseils d'administration, j'ai dirigé les différentes auditions, qui ont conduit chaque établissement, par un mécanisme d'évaluation par les pairs, à arrêter la "short list" distinguant les trois candidats arrivés en tête. Et parmi lesquels, le chef de l'Etat nommera selon sa discrétion, les nouveaux responsables. J'ai ensuite organisé le concours d'agrégation du Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES). En une semaine, j'ai géré près de sept cent personnalités éminentes du monde de la science et de la médecine sur le continent africain. Avec cinq candidats en compétition, le Gabon a eu quatre admis, ce qui est un véritable exploit, lorsque l'on connaît les difficultés qui ont entouré l'organisation, par notre pays, de cet événement important. Je rentre de Dakar, au Sénégal où notre pays vient de réaliser l'exploit de faire élire une compatriote, au poste de secrétaire général de l'école inter Etat des sciences et de la médecine vétérinaire. Du point de vue de la gouvernance, je suis parvenu avec les recteurs, à établir le tableau de bord de la situation des universités gabonaises. Il s'agit d'un instrument pertinent d'aide à la décision, qui visualise, classe par classe, département par département, faculté par faculté, et université par université, le nombre de bancs, le nombre de places disponibles, et qui met donc en évidence, le niveau de surpopulation de nos universités. Je suis particulièrement heureux de cette expérience, qui m'a énormément instruit à l'épreuve de la pratique.



Le président de US, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, a catégoriquement rejeté l'appel de l'opposant Jean Ping.